

Haute-Loire : 11 suppressions de postes prévues aux Finances publiques



Les employés des Finances publiques de Haute-Loire ont débrayé en ce jeudi 16 janvier suite à un appel national lancé par l'intersyndicale CGT, FO et Solidaires. Dans leur viseur, les suppressions de postes prévues pour 2014.

Les agents de la Direction départementale des finances publiques (DDFIP) de Haute-Loire, à l'appel de l'intersyndicale FO, CGT et Solidaires se sont rassemblés ce jeudi 16 janvier devant les locaux de la DDFIP pour protester contre les 11 suppressions prévues en Haute-Loire en 2014. Pour les syndicats, c'est une nouvelle saignée qui est effectuée dans la fonction publique. « Depuis dix ans, 100 emplois ont été supprimés en Haute-Loire », précise Jean-Pierre Coffy du syndicat FO DGFIP43.

De 23 à 5 sites

« Le service de proximité est en danger », assure Georges Trescarte de la CGT des finances. « C'est la première fois en Haute-Loire qu'on prévoit autant de suppressions. Il y a beaucoup d'inquiétudes et nous savons qu'à terme, le but est de passer de 23 sites à 4 ou 5 sur l'ensemble du département », poursuit-il. « Des bornes électroniques commencent à être installées », appuie Serge Cohade, secrétaire de Sud trésor Solidaires de Haute-Loire. Autre point sur lequel les employés des Finances publiques s'insurgent : l'interdiction d'accepter les versements en numéraire supérieur à 300 euros. « On voudrait décourager les citoyens en difficulté qui essaient de régler leurs impôts, on ne ferait pas autrement ! Comment vont faire les interdits de comptes bancaires ? »

« Ce n'est que le début ! »

« Ces suppressions signifient plus de difficultés pour les agents à accomplir leurs missions, une aggravation des conditions de travail et l'augmentation des souffrances au travail », assure Georges Trescarte avant de se rendre, avec près de 80 employés de la Fonction publique au Comité technique local lors duquel la direction devait présenter son plan de suppression.

Quel que soit l'issue de ce comité, ce mouvement de protestation aux Finances publiques ne restera pas le dernier. « Ce n'est que le début », prévient Jean-Pierre Coffy. Le 20 mars un appel national à la grève a été lancé.

PHOTO LA MONTAGNE (17/01/2014)



LE PROGRES (17/01/2014)



